

Pour réussir à réformer le pays, il faudrait d'abord que cesse le gouvernement du mensonge

Article paru dans Le Figaro-Magazine du 11 février 2006

Par Michel Godet¹

« C'est le mensonge qui gouverne le monde », cette remarque de Jean-François Revel s'impose plus que jamais à la société française d'aujourd'hui. Faut-il vraiment sauver un modèle social qui conduit à un taux de chômage de près de 10% et à une croissance du PIB par habitant inférieure de 0,3 point à la moyenne communautaire depuis un quart de siècle ?

La vérité est que ce « modèle soviétique réussi » pour reprendre la formule de Jacques Lesourne est en train d'échouer avec fracas et ne survit qu'avec des expédients (vente des autoroutes) des opérations de cavalerie (soutles de retraites des entreprises publiques versées au budget de l'année). La France vit au dessus de ses moyens et il faut rendre grâce à Thierry Breton d'avoir enfin annoncé la couleur : les 2000 milliards d'euros de dettes auxquels on parvient si l'on rajoute les provisions pour les retraites des fonctionnaires aux 1100 milliards de dette publique représentent près de 40.000 euros par habitant et 120.000 euros par actif ! La génération du baby-boom vit à crédit en prenant dans la poche de ses enfants. Ils devront rembourser nos dettes et l'on nous annonce que la rigueur est reportée après 2007. Décidément, ce n'est pas le courage de réformer qui caractérise les majorités successives du pays.

Le modèle social français conduit à donner toujours plus à ceux qui ont déjà car le gouvernement cède aux pressions de la rue au lieu de respecter ses engagements vis-à-vis de ses électeurs. Quand il y a un million de personnes dans la rue, dont un tiers de militants retraités, cela ne représente après tout que moins de 5% des actifs. Pourtant ceux qui manifestent ne sont généralement pas les plus mal lotis du système : ils partent plus tôt à la retraite, touchent plus et en profitent plus longtemps ! Le mensonge sur l'emploi n'est pas nouveau. En 1994, j'avais précisément intitulé mon livre « *Emploi, le grand mensonge* » parce que les hommes politiques de droite comme de gauche me disaient : « oui, vous avez raison, mais on ne peut pas le dire car c'est électoralement suicidaire ». La vérité, c'est que le chômage a quadruplé depuis 1975 alors que le PIB a doublé. Nous vivons un chômage de mauvaise gestion de l'abondance (en principe plus facile à résoudre qu'une bonne gestion de la pénurie). Nous avons une dépense publique par rapport au PIB de 7 points supérieure à la

¹ Professeur au Cnam. Auteur du Choc de 2006, Odile Jacob, poche, nouvelle édition 2006.

moyenne communautaire soit un écart de 100 milliards d'Euros. Avec une telle somme, on pourrait sur le papier créer 6 millions d'emplois payés au Smic charges comprises ! Cette question nous renvoie aux indispensables réformes structurelles de nos administrations et de nos services publics dont il y a de moins en moins lieu d'être fier tant ils se sont dégradés. Il est plus facile de chercher des boucs émissaires dans la paille de la mondialisation et de la technologie plutôt que de s'interroger sur la poutre de nos responsabilités. Confrontés aux mêmes contraintes, d'autres pays européens ont un taux de chômage deux fois plus faible que le nôtre. Comment font-ils ? Pourquoi pas nous ? Les facteurs de développement sont endogènes. Si la France a une croissance du PIB par habitant inférieure à ses voisins et un taux de chômage plus élevé, c'est certainement parce qu'elle ne travaille pas assez (4 semaines de moins par habitant et par an que la moyenne européenne). La France recule et s'est tirée une balle dans le pied avec les 35 heures : ce n'est pas en travaillant moins que l'on s'enrichit. Si l'erreur est humaine, ne pas la reconnaître devient une faute grave.

La France a un autre drapeau en berne : son modèle d'intégration républicain fondé sur les trois valeurs : liberté, égalité fraternité. Son échec est perceptible depuis des années. Il y a plus de 10 ans, dans *Le grand mensonge*, j'avais posé inutilement la question : « faudra-t-il attendre que les banlieues explosent pour se rendre compte que l'intégration ne peut réussir dans des écoles où la proportion d'enfants non francophones dépasse 50%, voire 80% ? » Mais poser ces questions ne suffit pas à les faire entendre et amplifier par les médias. La plupart des intellectuels s'autocensurent et n'abordent que rarement certaines questions comme les quotas d'enfants d'immigrés dans les classes, les différences ethniques et familiales (présence ou absence de père) qui peuvent amplifier ou réduire les capacités d'intégration. Derrière la question des jeunes dans les cités, il y a la question de la concentration des handicaps dans les zones urbaines sensibles ; deux fois plus de chômage, deux fois plus d'enfants sans père ni repères à la maison, deux fois plus d'enfants en échec scolaire.

Face à la montée de l'intégrisme islamique, il faut cesser de se voiler la face pour défendre nos valeurs d'égalité républicaine sans tomber dans le piège de l'équité : des inégalités de droits pour corriger des inégalités de faits. La discrimination positive au profit des seules « minorités visibles » est une bonne intention qui pourrait engendrer de multiples effets pervers en stigmatisant les populations concernées et ouvrir d'autres revendications tout autant justifiées. Ainsi, les enfants d'ouvriers représentent presque le tiers des enfants du pays et dix fois moins des reçus aux concours des grandes écoles. Faudra t-il instaurer un jour un

quota en leur faveur , ou en décréter un autre pour les jeunes filles dans les écoles d'ingénieur où elles sont minoritaires alors qu'elles représentent plus de la moitié des bacs scientifiques ?
Faute de poser ces vraies questions qui dérangent, notre modèle social pourrait bien devenir un modèle soviétique échoué !